

**MAIRIE  
CHILLY-MAZARIN**
**OPPOSITION A DÉCLARATION PREALABLE  
PRONONCEE PAR LA MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 09/07/2023 complétée le 25/07/2023		N° DP0911612310058
<b>Par :</b>	Monsieur NOMBISSOU KOMBELO Patrice	<b>Surface de plancher créée :</b> 0 m <sup>2</sup>
<b>Demeurant à :</b>	2 bis rue Paul Bert 91380 CHILLY MAZARIN	
<b>Pour :</b>	Construction d'un abri de jardin	<b>Destination : HABITATION</b>
<b>Sur un terrain sis :</b>	2 bis rue Paul Bert 91380 CHILLY-MAZARIN	

**La Maire :**

**VU** la déclaration préalable susvisée,

**VU** l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie en date du 09/07/2023,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 avril 2011, exécutoire le 6 mai 2011, modifié le 28 juin 2011 et révisé le 24 septembre 2012,

**VU** la révision générale du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 septembre 2018, exécutoire le 8 décembre 2018, modifiée par délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2019 suite aux évolutions demandées par le préfet de département, exécutoire le 16 juin 2019,

**VU** la délibération du Conseil Municipal du 19 septembre 2011, relative à la fixation du taux et des exonérations en matière de taxe d'aménagement,

**VU** la délibération du conseil municipal n° D070110-13, dénommée « Réforme des autorisations d'urbanisme – Permis de démolir et édification de clôtures : modalités », en date du 1<sup>er</sup> octobre 2007,

**VU** l'arrêté n°147-20 du 4 juin 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eddy POLICE, Conseiller Municipal délégué à l'Urbanisme réglementaire,

**CONSIDERANT** que le projet se situe en zone UH du Plan Local d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que la description du projet indique la création d'un abri de jardin,

**CONSIDERANT** que l'article 3.4 implantation des constructions par rapport aux limites séparatives prévoit que les annexes peuvent venir s'implanter sur les limites de fond de parcelle ou en retrait de celles-ci. En cas de retrait, celui-ci devra être au moins égal à 1 m,

**CONSIDERANT** que le plan de masse n'indique pas l'implantation du projet,

**CONSIDERANT** qu'aucune information n'est indiquée concernant l'implantation du projet par rapport à l'article 3.4,

**CONSIDERANT** qu'il est impossible de vérifier la conformité du projet par rapport à l'article 3.4,

**CONSIDERANT** que le formulaire Cerfa fournit ne correspond pas au projet indiqué,

**CONSIDERANT** que la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions n'est pas renseignée,

**CONSIDERANT** que l'article R.431-36 du Code de l'urbanisme dispose que :

« Le dossier joint à la déclaration comprend :

b) Un plan de masse coté dans les trois dimensions lorsque le projet a pour effet de créer une construction ou de modifier le volume d'une construction existante ; »

**CONSIDERANT** que la photographie proche n'est pas fournie,

**CONSIDERANT** que le dossier de demande est incomplet,

**CONSIDERANT** qu'il résulte de ce qui précède, que le projet ne respecte pas les règles d'urbanisme en vigueur,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Il est fait opposition à la déclaration préalable déposée par Monsieur NOMBISSOU KOMBELO Patrice pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**ARTICLE 2 :** Le refus est pris conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et du règlement du Plan Local d'Urbanisme.

**ARTICLE 3 :** La décision est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CHILLY-MAZARIN, le 07/08/2023

Le Conseiller Municipal délégué à  
l'Urbanisme réglementaire  
Eddy POLICE



---

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R.600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).